

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

SEIZIÈME SESSION

Documents officiels



1069^e
SÉANCE PLÉNIÈRE

Vendredi 1er décembre 1961,
à 15 heures

NEW YORK

SOMMAIRE

Points 90 et 91 de l'ordre du jour:

Question de la représentation de la Chine à
l'Organisation des Nations Unies (*suite*)...
Rétablissement des droits légitimes de la
République populaire de Chine à l'Organisa-
tion des Nations Unies (*suite*)... 981

Président: M. Mongi SLIM (Tunisie).

POINTS 90 ET 91 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la représentation de la Chine à l'Organisation
des Nations Unies (*suite*)

Rétablissement des droits légitimes de la République popu-
laire de Chine à l'Organisation des Nations Unies (*suite*)

1. M. STEVENSON (Etats-Unis d'Amérique) [traduit
de l'anglais]: La question dont l'Assemblée générale
est saisie, celle de la représentation de la Chine
à l'Organisation des Nations Unies, est d'une impor-
tance universelle et historique.

2. Nous vivons en une époque où la famille toujours
plus nombreuse des nations, s'efforce une fois de
plus de réaliser le rêve des rédacteurs de la Charte
des Nations Unies: une communauté mondiale libérée
de la menace toujours présente de la guerre, com-
posée d'Etats agissant de concert avec une égale
dignité et dans une tolérance mutuelle pour donner
à l'humanité une vie meilleure. L'Assemblée générale
elle-même dans sa diversité majestueuse, est à la
fois le symbole tangible et la réalisation concrète,
bien qu'imparfaite, de ce rêve transcendant.

3. Dans notre effort pour réaliser pleinement ce
rêve, la décision que nous prendrons quant à la
représentation de la Chine sera lourde de conséquence.
En effet, ce qui est en jeu n'est pas seulement le
statut de telle ou telle délégation. Ce qui est en jeu
n'est pas seulement la question d'enregistrer ou
réfléchir des rapports de force existants. Il s'agit
de savoir, en fait, comment le grand peuple chinois,
qu'une tragédie de l'histoire a arraché par la force
à ses propres traditions et a même lancé en guerre
contre la communauté des nations, peut être mis à
même de réaliser son propre vœu de vivre en paix
et dans un esprit de tolérance avec le reste du monde
comme à l'intérieur de ses propres frontières.

4. Cette question, nous le savons tous, ne date pas
d'hier. Depuis douze ans, depuis que les armées
communistes ont conquis la Chine continentale et
que la République de Chine a réinstallé son gouverne-
ment à Taïpeh, la communauté des nations s'est
trouvée aux prises avec tout un ensemble de pro-
blèmes profondément irritants. La plupart d'entre
eux sont nés des actes d'agression armée des com-

munistes chinois contre la Corée, contre le Gouverne-
ment de la République de Chine dans son île de refuge,
contre le Tibet, contre l'Asie du Sud et du Sud-Est.

5. Voici, réduit à ses termes les plus simples, le
problème tel qu'il se pose à nous. Les autorités
qui ont commis ces actes d'agression, qui ont con-
stamment enfreint et défié pendant 12 ans les prin-
cipes des Nations Unies et les résolutions de l'As-
semblée générale, restant sourdes aux appels que
leur adressaient les Membres de l'Organisation qui
respectent la loi, ces mêmes autorités belliqueuses
prétendent au droit d'occuper ici le siège de la Chine
et exigent que nous expulsions de l'Organisation
des Nations Unies les représentants de la République
de Chine.

6. Le problème est d'autant plus grave, sur le plan
moral et sur le plan de la politique mondiale, que
la place de la République de Chine à l'Organisation
des Nations Unies est occupée, depuis la fondation
de l'Organisation en 1945, par des hommes qui ont
représenté dignement un gouvernement respectueux
de la loi qui, dans les circonstances les plus difficiles,
a fidèlement accompli sa tâche aux Nations Unies
et duquel il n'existe aucune raison de se plaindre,
encore bien moins de l'expulser.

7. Les Etats-Unis pensent — et ils le pensent depuis
le début — que les Nations Unies commettraient une
erreur tragique et peut être irréparable si elles
cédaient devant les prétentions d'une "République
populaire de Chine" agressive et incorrigible qui
veut remplacer à l'Organisation la République de
Chine. Je sais qu'on nous a parfois accusés de
"manquer de réalisme" et même de "ne tenir aucun
compte de l'existence d'un peuple de 600 millions
d'êtres humains", pour reprendre des expressions
souvent entendues.

8. Cette accusation nous paraît vraiment bien étrange.
Les soldats de mon pays ont combattu aux côtés
d'autres soldats des Nations Unies en Corée, pendant
près de trois ans, contre une énorme armée d'invasion
venue du continent chinois. Les négociateurs de mon
pays ont fait de leur mieux, pendant près de 10 ans,
à Panmunjom, à Genève, à Varsovie, pour négocier
avec les émissaires de Pékin. Il n'est guère de pays,
je puis le dire, qui se rendent mieux compte que
le mien de l'existence de ce peuple.

9. Je crois qu'il serait plus juste de dire que
l'Assemblée manquerait dangereusement de réalisme
si elle cédait aux exigences de Pékin qui voudrait
voir expulser la République de Chine de l'Organisation
et voudrait l'y remplacer; ce serait ne tenir aucun
compte du caractère belliqueux et de la conduite
agressive des dirigeants de ces 600 millions d'êtres
humains qui considèrent comme article de foi que
la guerre soit inévitable et qui refusent de renoncer
à l'emploi de la force.

10. Pour examiner la question sous son vrai jour, il faut voir cette question dans le cadre de l'époque où nous vivons. C'est une époque de bouleversements révolutionnaires. Nous n'en distinguons pas l'aboutissement. Avec une rapidité saisissante, l'époque classique des empires approche de sa fin. Plus du tiers des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont conquis leur indépendance depuis que l'Organisation elle-même a été fondée. Aujourd'hui, avec toutes les autres nations libres qui aspirent à un meilleur avenir, ils travaillent à parfaire leur indépendance en développant leur économie et en formant leurs cadres. Ils jouent déjà un rôle capital dans la communauté des nations et dans l'Organisation.

11. Ainsi, pour la première fois avec une pareille ampleur, nous assistons à la fin d'un système impérial, non dans des convulsions violentes et pour faire place à un nouvel empire, mais dans la naissance généralement pacifique de nouveaux états indépendants, membres égaux d'une communauté mondiale.

12. Cette communauté est si diverse par ses traditions et ses attitudes, notre monde moderne est si exigü et si étroitement solidaire, nous avons tant besoin les uns des autres et les conséquences d'une guerre sont si effrayantes que nous tous, dont les représentants se réunissent ici à l'Assemblée générale, nous devons plus que jamais être résolus, comme le veut la Charte, "à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage". Car il ne peut plus y avoir d'indépendance si ce n'est au sein d'une communauté et il ne peut y avoir de communauté sans tolérance.

13. Tel est l'un des grands changements révolutionnaires de notre temps: une révolution spectaculaire faite d'émancipation et d'espoir. Mais ce siècle a aussi engendré des révolutions moins plaisantes, nées d'une réaction contre d'anciennes injustices et du chaos de la guerre mondiale. Ces mouvements ont suscité un certain nombre d'Etats belliqueux qui sont la plaie de notre époque. Leurs régimes se caractérisent par la dictature et non par la démocratie; par le souci du pouvoir et non par le souci du peuple; par le contrôle exercé sur le peuple et non par le consentement du peuple; par la haine, le mensonge et le combat permanent, et non par la tolérance et la conciliation. Leurs noms et leurs idéologies ont pu varier, mais tels demeurent leurs caractères essentiels.

14. Ces traits ne se sont affirmés nulle part avec plus de force ou plus d'ampleur qu'en Chine continentale, sous la férule communiste. Par l'intimidation, par la faim, par l'agitation incessante, par un système dit des "communes" qui déplaît même aux Etats communistes alliés, ce régime a tenté de ravaler une civilisation spirituelle brillante à une culture caractérisée par l'uniformité militaire et la discipline de fer. Jour et nuit, par l'affiche, le haut-parleur et la harangue, on rappelle à la population qu'elle a le devoir de haïr l'ennemi étranger.

15. Sur le plan international, les communistes chinois ont montré la même arrogance, le même esprit d'enrégimentement et d'agression. Beaucoup de gens espéraient qu'après la fin de leur invasion de la Corée les communistes chinois renonceraient ensuite à l'idée de conquête extérieure. Au contraire, ils ont patronné et soutenu matériellement la communisation du Viet-Nam du Nord; ils ont repris leurs menaces belliqueuses contre Taïwan; ils ont déclenché

une campagne de conquête armée pour mettre fin à l'autonomie du Tibet; tout le long de leurs frontières méridionales, ils ont fait des incursions en territoire étranger. D'une manière qui rappelle celle des anciens empereurs autocrates de Chine, ils continuent à poursuivre ces visées et ils cherchent en outre à se servir des millions de Chinois résidant à l'étranger pour réaliser leurs fins politiques.

16. En fait, ces impérialistes chinois modernes sont allés plus loin que leurs ancêtres impériaux n'avaient jamais rêvé. Il y a actuellement en Chine communiste, dans des centres de préparation à la guérilla, des jeunes gens d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine auxquels on enseigne les méthodes de sabotage et les tactiques de guérilla qu'ils pourront être amenés à utiliser dans leurs propres pays. Aussi la stratégie que Mao Tsé-toung, appelle "la guerre révolutionnaire prolongée menée dans les zones rurales" est-elle devenue l'un des principaux articles d'exportation de la Chine communiste; et il ne s'agit plus d'une "exportation invisible".

17. Nous possédons des renseignements précis sur certaines de ces activités. Nous avons, par exemple, le témoignage de six jeunes gens de la République du Cameroun qui ont voyagé clandestinement de leur pays en Chine continentale en 1960. Arrivés en Chine le 9 juin, ils en sont repartis le 30 août. Durant ce laps de temps, ils ont reçu pendant 10 semaines l'enseignement d'instructeurs de langue française dans une académie militaire située aux environs de Pékin. Le programme de cet établissement d'enseignement, rapporté par ces jeunes gens, ne manque pas d'intérêt; il comprend notamment: technique d'emploi des explosifs et des grenades; préparation d'une opération de sabotage; instruction pour l'emploi d'explosifs contre les bâtiments, les voies ferrées, les ponts, les blindés, les canons, les camions, les tracteurs, etc.; fabrication d'explosifs à partir de matières que l'on peut se procurer facilement; fabrication et emploi des mines et des grenades; emploi des fusils et des carabines semi-automatiques; théorie et pratique de la guérilla, de l'embuscade, de l'attaque des voies de communication; et en outre des causeries politiques sous des titres de ce genre: "La guerre du peuple", "Le parti", "Le front uni" et, naturellement, "Les impérialistes ne sont que des tigres en carton-pâte".

18. Soit dit en passant, ce cours était le quatrième d'une série de cours destinés à former des Camerounais à renverser non pas les dirigeants coloniaux européens, dont la domination a déjà pris fin, mais leur propre gouvernement africain souverain.

19. Une telle propension à la violence agressive et à l'ingérence subversive dans d'autres pays heurte toutes les règles du monde civilisé, mais elle correspond à l'esprit et à l'objectif des chefs de Pékin. Le chef suprême du communisme chinois, Mao Tsé-toung, a résumé sa conception du monde en ces termes: "Au canon d'un fusil, on peut tout obtenir". Et encore: "Le devoir essentiel et la forme la plus élevée de la révolution consistent dans la conquête armée du pouvoir politique, dans le règlement des problèmes par la guerre. Ce principe marxiste-léniniste est valable universellement, que ce soit en Chine ou à l'étranger; il est toujours vrai."

20. Le président Tito, de la Yougoslavie, sait à quels extrêmes a été poussé ce dogme de la violence. Dans un discours à son peuple, en 1958, il citait les "chefs chinois" qui disaient avec une satisfaction

évidente: "que dans une guerre éventuelle ... il resterait 300 millions de gens, c'est-à-dire que 300 millions seraient tués mais qu'il resterait 300 millions de gens ..."

21. Alors que dans le monde entier les esprits raisonnables redoutent et abhorrent la perspective d'une guerre nucléaire, les penseurs communistes chinois émettent la singulière rodomontade qu'après une telle guerre, "sur les décombres de l'impérialisme effondré, le peuple victorieux créera rapidement une civilisation mille fois supérieure au système capitaliste et se préparera un avenir vraiment magnifique".

22. En fait, il y a trois mois à peine, ces mêmes chefs communistes chinois acclamaient officiellement la reprise des essais nucléaires dans l'atmosphère par l'Union soviétique. Ils y voyaient "une inspiration puissante pour tous les peuples qui luttent pour la paix mondiale". Singulière conception de la paix mondiale!

23. Avec pareil bilan, avec pareille philosophie de violence et de fanatisme, il n'est pas étonnant que ce régime, après 12 années, n'ait pas encore de relations diplomatiques avec près des deux tiers des gouvernements. On se demande quelle pourrait être la contribution des représentants de ce régime prédateur à la solution, dans le cadre des Nations Unies, des nombreux problèmes brûlants qui se posent à nous.

24. Je crois que ces faits suffisent à montrer dans quelle mesure la Chine communiste s'est écartée de la voie de progrès et de paix qui est tracée dans notre charte et que la communauté des nations s'efforce de suivre. Avec son esprit actuel, la Chine constitue une menace formidable et brutale à la lutte de l'homme pour améliorer son sort à sa façon et, même, peut être une menace à la survie de l'humanité. Sa puissance gigantesque, son ambition démesurée et son mépris des valeurs humaines font qu'elle pose le plus grand de tous les problèmes du monde.

25. Que peut-on faire en face de ce problème? En particulier, que peuvent faire les Nations Unies?

26. Ce problème est en réalité un problème de toujours. Comment ceux qui prisent la tolérance et l'humilité, ceux auxquels leur foi commande d'aimer leurs ennemis, peuvent-ils répondre aux arrogants, aux rapaces et aux intolérants? Répondre par la même intolérance serait trahir nos propres valeurs humaines. Mais répondre par la docilité ou par la solution facile consistant à faire semblant de croire que le mal n'est pas vraiment le mal serait trahir les institutions dont dépend l'avenir d'un monde pacifique.

27. Certains reconnaissent la conduite illégale et agressive des communistes chinois, mais croient que les Nations Unies pourraient trouver le moyen de s'arranger de cette puissance sans frein et l'amener jusqu'à un certain point sous le contrôle — ou tout au moins sous l'influence — de la communauté des nations. Ils prétendent qu'on pourrait le faire si l'on amenait la Chine communiste à entrer à l'Organisation des Nations Unies. Par cette mesure, nous disent-ils, l'échange d'idées et d'intérêts au sein de l'Organisation ferait que tôt ou tard ces derniers bâtisseurs d'empire abandonneraient leurs manières belliqueuses et se plieraient aux règles du droit et de la communauté des nations.

28. C'est une thèse sérieuse et j'entends l'examiner avec sérieux. Certes, nous ne devons jamais abandonner l'espoir de gagner à nos vus nos adversaires, même les plus obstinés. Pourtant, des raisons fondées sur l'expérience nous obligent à modérer nos espoirs. Quatre raisons majeures sont, à mon avis, déterminantes; j'invite très vivement l'Assemblée à les examiner avec grande attention car c'est peut-être tout l'avenir des Nations Unies qui est en jeu.

29. Premièrement, la mesure que l'on préconise, une fois prise, est irréversible. On ne peut l'essayer et l'abandonner ensuite si elle ne donne pas satisfaction. Etant donné les difficultés énormes et redoutables d'une procédure d'expulsion en vertu de la Charte, nous devons admettre qu'une fois parmi nous les représentants de Pékin y resteraient, pour les bons comme pour les mauvais jours.

30. Deuxièmement, on a de nombreux motifs de craindre qu'un gouvernement qui s'adonne à la brutalité en paroles et en actions, comme le fait celui de Pékin, loin de se réformer par suite de sa présence à l'Organisation des Nations Unies, serait encouragé par le succès que représenterait son admission à exercer avec encore plus de force, par menaces et par manœuvres, une influence extrêmement démoralisante et néfaste sur l'Organisation en ce moment critique de son histoire.

31. Troisièmement, son admission, alors qu'il continue à défier et à violer les principes de la Charte, pourrait ébranler gravement la confiance du public dans les Nations Unies (je puis vous assurer qu'il en serait ainsi aux Etats-Unis), ce qui suffirait à affaiblir l'Organisation d'une manière sensible.

32. La plus élémentaire prudence exige que l'Assemblée générale se rende compte qu'il n'existe aucun indice ou manifestation d'une intention qu'auraient les communistes chinois de suivre une ligne de conduite compatible avec la Charte. En fait, tous les indices montrent le contraire. Les autorités de Pékin n'ont manifesté que du mépris pour l'Organisation des Nations Unies. Elles ne se gênent pas pour la traîner dans la boue et pour insulter ses Membres. Elles refusent de renoncer à l'emploi de la force dans le détroit de Taïwan. Elles continuent d'empiéter sur l'intégrité territoriale d'autres Etats. Elles ne semblent même pas s'entendre très bien avec l'Union soviétique.

33. Quatrièmement, et j'y insisterai particulièrement, je me permettrai de rappeler à mes collègues les conditions explicites que les communistes chinois eux-mêmes imposent avant de daigner accepter un siège à l'Organisation des Nations Unies. Leur premier ministre Chou En-lai a déclaré: "Les Nations Unies doivent expulser la clique de Tchong Kai-shek et rétablir les droits légitimes de la Chine, sinon il sera impossible à la Chine d'avoir rien à faire avec les Nations Unies."

34. Cette courte phrase contient deux exigences impossibles à satisfaire. La première est que l'on expulse de l'Organisation des Nations Unies la République de Chine. La deuxième est que l'on "rétablisse les droits légitimes de la Chine" et, dans ce contexte et compte tenu des exigences persistantes de Pékin, ne peut avoir qu'une seule signification: que les Nations Unies acceptent le dessein des communistes chinois de conquérir Taïwan et ses 11 millions d'habitants, et qu'elles se fassent ainsi complices du renversement

gations de l'Australie, de la Colombie, de l'Italie et du Japon pour présenter un projet de résolution [A/L.372] aux termes duquel l'Assemblée décidera que toute proposition tendant à changer la représentation de la Chine sera considérée comme une question importante conformément à la Charte. En vérité, il serait difficile de considérer une telle proposition sous un autre jour et nous avons confiance que l'Assemblée donnera une approbation massive à ce projet de résolution.

49. M. NHIEK TIOULONG (Cambodge): C'est avec une très grande satisfaction que la délégation cambodgienne a accueilli l'inscription à l'ordre du jour de la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies. Depuis de nombreuses années, cette question a été écartée des débats de l'Assemblée, non pour des raisons d'ordre substantiel, mais uniquement grâce à une manœuvre de procédure. L'initiative prise par la Nouvelle-Zélande de demander l'inscription de cette question [voir A/4873], montre que même des Etats qui se sont jusqu'ici opposés à la présence de la Chine populaire au sein des Nations Unies, réalisent que le moment est venu d'abandonner la politique peu réaliste qui consiste à bloquer d'une année à l'autre, par un argument purement procédural, la discussion et le règlement d'un des problèmes les plus importants de la vie internationale.

50. Depuis plusieurs années, le Cambodge n'a cessé de déplorer ce manque de réalisme qui causait la remise, d'une année à l'autre, des débats sur cette importante question. Dès 1958, le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, parlant de cette même tribune [754ème séance], disait combien était regrettable l'absence de la Chine populaire de l'ONU, et combien cette absence était nuisible au règlement des grands problèmes internationaux. Et c'est pour insister à nouveau sur cette très importante question que la délégation cambodgienne, en rappelant les arguments déjà présentés au cours des années précédentes, et encore cette année par le chef de l'Etat du Cambodge [1011ème séance], intervient aujourd'hui dans le présent débat. Ce faisant, notre délégation, qui représente un très modeste peuple neutre et pacifique de 5 millions d'habitants, n'a nullement l'intention de se mêler à une quelconque querelle de blocs. D'abord parce que nous savons qu'en raison de la petitesse de notre pays, notre intervention ne pèsera pas lourd. Ensuite parce que notre neutralité, donc notre impartialité, et l'amitié sincère que nous vouons à tous les autres peuples dont nous respectons le régime et l'idéologie, nous l'interdisent.

51. Mais, Membre de l'Organisation des Nations Unies, en qui nous plaçons toute notre déférente confiance, nous nous devons de lui apporter notre contribution, si modeste soit-elle, dans l'examen de cette question qui constitue, à notre sens, une des plus importantes pour la paix mondiale. De plus, sa situation géographique fait que le Cambodge est un des pays directement intéressés à la question. Vivant, en effet, à la frontière même des deux mondes, au point de contact névralgique, au milieu d'une guerre froide et chaude entre les blocs rivaux, nous avons eu à souffrir maints douloureux effets et notre pays est parmi les mieux placés pour voir les réalités d'une situation à laquelle nous devons faire face en tant que peuple du Sud-Est asiatique.

52. Aussi, dès son admission à l'Organisation des Nations Unies, le Cambodge s'est-il toujours particulièrement intéressé à la question de la représentation de la Chine au sein de l'ONU. Par ailleurs, outre que ce pays est notre voisin, le Royaume du Cambodge entretient avec lui des relations pacifiques depuis plus de 1 000 ans, comme peuvent l'attester des documents, précieux pour l'histoire de la civilisation khmère de la période angkorienne, laissés par un ambassadeur de la cour de Chine, accrédité auprès du Roi du Cambodge, sur son séjour à Angkor-vat au XIIème siècle. Malgré une courte interruption causée par la domination étrangère, les relations ont repris il y a quelques années, lorsque le Cambodge a décidé de reconnaître le Gouvernement de la République populaire de Chine, en 1956. Aujourd'hui, une colonie chinoise de 350 000 âmes, active et prospère, vit au Cambodge.

53. Tout cela explique pourquoi le problème de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies nous touche de près, et combien vivante et réelle est pour nous la question chinoise. Nous estimons, quant à nous, que l'ostracisme montré par les Nations Unies contre le Gouvernement de la République populaire de Chine depuis plusieurs années doit cesser. Cet ostracisme a causé suffisamment d'amertume et d'hostilité, et il est d'autant moins excusable qu'il s'applique à un peuple de 700 millions d'habitants, à un peuple travailleur, industrieux, capable de faire très tôt de son pays une puissance mondiale de premier rang. Cet ostracisme a de plus pour effet de raidir l'attitude de la Chine, et a causé dans un passé récent, dont nous nous souvenons encore, de nombreuses crises dans le détroit de Formose et ailleurs. Il faut à tout prix éviter le retour et l'aggravation de ces crises, si nous voulons créer dans le monde une atmosphère favorable aux négociations concernant les problèmes les plus urgents de l'heure: je veux dire ceux du désarmement et de la suspension des essais nucléaires et thermo-nucléaires.

54. En parlant de la question de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, nous ne saurions oublier les arguments avancés par ceux qui, jusqu'ici, se sont farouchement opposés à son admission. Certains disent que la République populaire de Chine s'est condamnée elle-même en prenant les armes contre les forces des Nations Unies en Corée et que son entrée à l'Organisation ne ferait qu'amplifier les disputes entre l'Est et l'Ouest. Nous ne partageons pas cette opinion. Nous croyons au contraire qu'une fois admise à l'ONU la République populaire de Chine souscrira automatiquement aux obligations que la Charte, dans sa sagesse, a prévues pour chaque Etat Membre. Aux droits qu'elle obtiendra, la République populaire de Chine verra s'adjoindre les devoirs inhérents à tous les Etats Membres, les plus petits comme les plus grands. Membre de l'ONU, la Chine devra assumer toutes les responsabilités découlant de la Charte des Nations Unies, et les autres Etats Membres seront en mesure de lui demander éventuellement des comptes. C'est là un grand avantage que ma délégation envisage en cas d'admission de la Chine. Cet avantage est énorme, surtout si on le compare aux inconvénients innombrables qui découlent d'une attitude discriminatoire à l'égard de la Chine. Quels sont ces inconvénients?

55. Laissé à l'écart, pour ne pas dire au ban de l'Organisation, le gouvernement de Pékin, qui contrôle

effectivement le continent chinois, est en mesure et en droit d'ignorer toutes nos décisions et toutes nos résolutions. Projetée dans le contexte des problèmes vitaux actuels, une telle situation offre de très sérieux dangers.

56. Prenons par exemple la question du désarmement. Qui pourrait objecter que tout accord sur le désarmement — en admettant qu'un tel accord puisse être conclu — serait considérablement affaibli, sinon rendu en grande partie inefficace, si la République populaire de Chine, avec tout son énorme potentiel militaire incontrôlé, n'était pas partie à cet accord? Qui se sentirait en sécurité — et tout particulièrement les pays asiatiques voisins de la Chine — si la République populaire de Chine était libre d'agir comme elle l'entend, alors que les autres puissances mondiales seraient liées par un accord de désarmement général et complet?

57. Prenons un autre exemple. Selon l'avis des milieux compétents, la Chine sera bientôt capable de fabriquer la bombe atomique. A quoi servirait alors un accord sur les armements nucléaires et thermonucléaires si la Chine n'était pas partie à cet accord? Comment serait-il mis fin aux essais d'armes nucléaires dans le monde si la Chine pouvait continuer, derrière le paravent de son immense territoire, et grâce au talent et aux ressources de ses savants, à faire des recherches et à procéder à des expériences qu'elle pourrait entreprendre elle-même, ou qu'une puissance amie pourrait lui demander d'entreprendre? A ce propos, j'ai lu l'autre jour, dans un journal, qu'une personnalité occidentale a émis l'opinion que le jour où un accord sur le désarmement serait conclu entre les puissances occidentales et l'Union soviétique, on pourrait ajouter la Chine comme cosignataire, et qu'ainsi on pourrait lier la Chine aux obligations stipulées dans cet accord. Inutile de dire qu'une telle suggestion semble complètement illogique, car la Chine serait en droit de refuser d'assumer les obligations d'un traité dont elle n'aurait pas eu auparavant à discuter les termes et les conditions. C'est ce genre d'état d'esprit qui, par son manque de réalisme et de froide logique, a contribué à prolonger le malentendu à propos de la question de la représentation de la Chine. Il est temps de mettre un terme à ce malentendu.

58. Jouissant d'un incontestable appui populaire, d'un potentiel agricole et industriel immense, la Chine va jouer un rôle de premier plan dans les affaires du monde, que nous le voulions ou non. A l'intérieur de ses frontières, le gouvernement de Pékin exerce un contrôle efficace, effectif et accepté par toute la population. La place de la Chine est ici, au sein de notre assemblée, et il ne nous est plus possible de tenir ce pays plus longtemps à l'écart, si nous voulons faire de l'Organisation un instrument de paix et de concorde universelle.

59. Ceci m'amène à parler du caractère d'universalité que doit avoir l'Organisation des Nations Unies. Certains disent que l'ONU ne doit pas être une sorte de super-parlement universel, mais plutôt un club de pays aimant la paix, où seules les Nations réunissant un certain nombre de conditions devraient être admises. Ceux-là ont perdu de vue la notion fondamentale que l'Organisation, dans l'esprit de ses fondateurs, a une vocation essentiellement universelle. Car, à ce propos, nous sommes fermement convaincus que la Charte des Nations Unies ne laisse aucune place à une confusion dans les esprits au sujet du

problème organique de l'admission de nouveaux Membres. La conception même de la mission de l'Organisation commande son caractère d'universalité. Si l'on considérait l'ONU comme un club de nations pacifiques, il serait nécessaire de fixer des règles, non seulement pour en barrer l'entrée aux nations jugées indignes d'y être admises, mais aussi pour en exclure éventuellement les pays déjà Membres qui, par leur politique, leur action ou leur conduite, ne seraient pas dignes d'y siéger.

60. D'autres, se basant sur les actions passées, ont édicté que la Chine ne remplissait pas les conditions requises pour être admise dans notre club. Nous estimons qu'il est très dangereux d'examiner le passé des nations, car bon nombre d'entre elles pourraient faire l'objet de griefs analogues pour des actes antérieurs à leur admission à l'Organisation des Nations Unies. Nous pensons qu'il serait plus sage de juger les nations par le rôle constructif qu'elles peuvent jouer dans l'avenir et l'influence qu'elles peuvent exercer sur le monde, un monde qui devient de plus en plus petit, à mesure que se perfectionnent les réalisations scientifiques et techniques modernes. Or, nous en sommes certains, la Chine jouera un rôle majeur dans les années à venir.

61. Enfin, certains adversaires de la Chine prétendent trouver la justification de leur attitude dans les événements du Tibet et le différend de frontière entre l'Inde et la Chine. Oublient-ils que l'Inde elle-même, qui est l'une des parties en cause dans le différend de frontière et qui est la mieux placée pour juger de la situation au Tibet, nous dit qu'elle reste convaincue que la Chine doit être admise au sein de l'Organisation? Nous pensons que si l'on confronte l'opinion des adversaires de la Chine, fondée sur des données théoriques et parfois inspirée de motifs passionnels, et celle de l'Inde, pays voisin de la Chine, aussi intéressé à la paix que nous-mêmes, l'opinion de l'Inde doit prévaloir.

62. Une discussion approfondie sur le sujet de la représentation de la Chine à l'Organisation des Nations Unies provoque évidemment des réactions multiples. Tant de facteurs politiques, émotionnels, moraux, tant d'intérêts divers sont liés à ce problème qu'il est impossible d'éviter des amertumes et des prises de position irréductibles, qui sont malheureusement peu réalistes. C'est pourquoi ma délégation s'est efforcée d'évoquer le problème avec toute l'objectivité, l'impartialité et l'esprit de justice dont elle est capable.

63. Nous nous permettrons de faire remarquer qu'il ne sert à rien de se refuser à voir la réalité en face. Refuser de voir et d'accepter la réalité ne nous évitera pas les difficultés futures et ne fera au contraire que les reporter, peut-être en les aggravant, en les multipliant jusqu'au point où elles deviendront incontrôlables. Nous pensons que la sagesse consiste, dans le cas qui nous occupe, à ne pas éviter l'inéluctable.

64. La délégation du Cambodge est d'avis que nous ne pourrions espérer une paix mondiale que si les plus grandes puissances, à commencer par les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine, étaient à même de régler par la négociation tous les problèmes communs. Toutes les nations, grandes ou petites, éprises de paix devraient unir leurs efforts pour favoriser la rencontre pacifique entre les grands, au lieu d'offrir le spectacle de pays groupés en camps opposés, derrière leurs chefs de file respectifs, con-

ainsi que ma délégation se trouve dans une situation aussi embarrassante que celle dans laquelle la délégation de Cuba avait mis la délégation de la République Dominicaine, au Conseil de sécurité, tout dernièrement, en portant contre les Etats-Unis une plainte pour agression à propos de bâtiments de guerre américains qui croisaient au large des côtes de la République Dominicaine, loin des côtes cubaines^{4/}.

74. Ainsi, pour étayer une argumentation en faveur de la représentation actuelle de la Chine à l'ONU, on a estimé nécessaire de citer spécialement parmi des faits dignes d'être signalés, ceux qui se rapportaient à mon pays. Certes, les Etats-Unis ont versé le sang de leurs fils sur des champs de bataille disséminés aux quatre coins du monde. Je ne doute donc pas que l'intérêt manifesté par les allusions expresses concernant mon pays ne soit la preuve que les Etats-Unis seraient prêts à verser le sang américain pour le Cameroun si une telle nécessité venait à se faire jour.

75. Mon propos n'est pas spécialement d'infirmer ou de confirmer les faits qui ont été exposés à cette tribune. J'ai demandé des instructions à mon gouvernement en vue de parler éventuellement à leur sujet, et je pense pouvoir le faire si on m'en donne l'ordre. Je ne peux que regretter simplement que mon pays n'ait pas bénéficié de la même sollicitude quand on l'on mutilé ici même de façon injuste, pour faire cadeau à une nation voisine d'une partie de notre territoire.

76. En conclusion, j'exprime l'espoir que les intérêts de la République fédérale du Cameroun seront toujours défendus vigoureusement par la délégation des Etats-Unis, surtout au cours des débats dont mon pays sera réellement l'enjeu.

77. Le PRESIDENT: Je donne la parole au représentant de l'Union soviétique, qui a demandé à exercer son droit de réponse.

78. M. ZORINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) [traduit du russe]: J'ai décidé d'utiliser mon droit de réponse étant donné que le représentant des Etats-Unis a parlé de l'Union soviétique et de ses relations avec la République populaire de Chine et a prononcé une phrase selon laquelle la République populaire de Chine ne pouvait s'entendre très bien même avec l'Union soviétique. Le représentant des Etats-Unis peut garder cette remarque sur la conscience, mais je dois lui dire sans attendre que toute tentative des Etats-Unis d'Amérique ou de toute autre puissance de porter ombrage aux relations entre l'Union soviétique et la République populaire de Chine est vouée d'avance à un échec total.

79. Je ne crois guère nécessaire de parler en quelque détail de cette question mais je profite de mon droit de réponse pour démontrer comment, dans son intervention, le représentant du Gouvernement des Etats-Unis s'est montré absolument incapable de répondre à la question brûlante qui est posée maintenant devant l'Assemblée et devant le monde entier, à propos du rétablissement des droits légitimes du grand peuple chinois à notre organisation.

80. Le représentant des Etats-Unis a prononcé aujourd'hui un discours qui ne contient absolument aucun argument valable quant au fond de la question,

et qui n'essaie même pas de répondre aux arguments sérieux dont il est fait état dans le monde entier, et qu'a exposés aujourd'hui même le représentant de l'Union soviétique, arguments auxquels il faudra inévitablement répondre, si nous voulons résoudre cette question d'une manière sérieuse, non dans l'intérêt de tel ou tel pays, mais dans l'intérêt de notre organisation tout entière et dans l'intérêt du renforcement de la paix universelle.

81. Nous avons dit ici ce matin [1068^{ème} séance] que s'est produite en Chine une révolution populaire qui a établi un nouveau pouvoir populaire et un nouveau gouvernement. Vous-même dans votre intervention, Monsieur le représentant des Etats-Unis, vous n'avez pas pu démentir cela. C'est un fait réel et il faut bien en tenir compte.

82. Nous avons affirmé que l'Organisation des Nations Unies ne peut s'occuper des affaires intérieures de quelque pays que ce soit, y compris la Chine et que, par conséquent, l'examen des problèmes intérieurs de la République populaire de Chine ne relève pas de la compétence de notre organisation. Qu'avez-vous répondu à cela? Rien du tout. Vous ne pouvez démentir la disposition de la Charte des Nations Unies qui interdit toute ingérence dans les affaires intérieures d'un pays Membre de l'ONU. Et vous n'avez pas pu réfuter cela, sans quoi vous vous seriez placé en contradiction directe avec la Charte et vous n'auriez pu faire une telle recommandation à l'Organisation des Nations Unies.

83. Nous avons dit ce matin que cette poignée de renégats de l'île de Taiwan ne peut représenter le grand peuple chinois. Vous n'avez rien pu répondre à cela. Vous ne pouvez pas démentir que cette poignée de renégats ne peut même pas prétendre à parler au nom de la grande Chine, de ce pays de 650 millions d'habitants. Vous ne pouvez nier cela et vous avez certes essuyé un échec complet.

84. Qu'avez-vous présenté en contrepartie à notre proposition et à celle de nombreux pays, en particulier du petit pays qui vient de prendre la parole avant moi et qui, d'une manière très convaincante, a apporté des arguments nouveaux contre lesquels vous ne trouverez pas de réponse non plus? Quels arguments avez-vous exposés? Vous avez fait ressortir que la politique du Gouvernement chinois, du Gouvernement de la grande République populaire de Chine, politique extérieure ou intérieure, ne vous plaît pas et vous avez tenté de noircir cette politique, tant intérieure qu'extérieure.

85. Vous avez essayé de fournir des renseignements dérisoires au sujet de la situation intérieure de la Chine, vous avez tenté de critiquer les communes de Chine, etc.; mais, Monsieur le représentant des Etats-Unis, pour toute personne adulte, il est clair que les Etats-Unis eux-mêmes ont des problèmes intérieurs, des problèmes dont chacun de nous pourrait dire beaucoup de choses et pas à l'avantage des Etats-Unis. Tous ceux qui sont ici présents savent fort bien que le problème racial aux Etats-Unis, les problèmes intérieurs des relations entre les Etats, les questions des relations entre le gouvernement, les milieux dirigeants et certaines parties de la population, tout cela ne marche pas très bien. Il y aurait beaucoup à redire sur tout aux Etats-Unis. Les situations prêtant à la critique y sont nombreuses, mais personne d'entre nous n'aurait le front de dire qu'en raison des vices du régime capitaliste intérieur des Etats-Unis, ceux-ci ne sauraient être Membre

^{4/} Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, seizième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1961, document S/4992.

de notre organisation et qu'il faut les exclure de l'Organisation.

86. Nous ne disons cependant pas cela, nous sommes tout de même des gens raisonnables. Comment donc des gens raisonnables peuvent-ils actuellement proposer qu'on dénie le droit à la représentation à l'ONU de tel ou tel pays parce que l'ordre intérieur qui y règne ne leur plaît pas; et surtout quand il s'agit d'un si grand pays, où le peuple décide lui-même de sa politique? Comment pouvez-vous monter à la tribune de l'Organisation des Nations Unies et, malgré la Charte, en l'ignorant ou bien en la contredisant, chercher à nous convaincre que, cet ordre intérieur ne vous plaisait pas, vous ne voulez pas rétablir la Chine dans ses droits légitimes? Et en matière de politique extérieure, qu'avez-vous critiqué? Les agissements agressifs de la République populaire de Chine, dont vous avez cité quelques exemples ridicules. Mais nous vous en avons aujourd'hui cité d'autres, contre lesquels vous ne pouvez rien dire. Nous vous avons rappelé que la République populaire de Chine a retiré ses troupes de Corée, ce que vous n'avez pas fait. Alors c'est donc vous qu'il faudrait exclure de l'Organisation des Nations Unies?

87. Nous avons parlé du Viet-Nam, du Laos, etc. Vous avez voulu effrayer tout le monde en disant quelle chose terrible ce serait de laisser la Chine populaire monter à cette tribune. Vous vouliez effrayer tous les petits Etats, en disant qu'ils se trouveraient dans une situation très difficile si le représentant de la République populaire de Chine montait à cette tribune. Vous avez essayé de faire peur à tout le monde, mais vous n'avez même pas réussi à intimider le petit peuple du Cambodge, dont le représentant vient de parler de cette tribune; ce peuple cambodgien qui, voisin de cette grande Chine, ne craint en aucune manière l'activité agressive de la République populaire de Chine et qui, tout petit peuple qu'il est, vous exhortait à trancher la question conformément à la raison et non pas à vos sentiments de classe. Il a essayé de vous persuader en déclarant que l'accès à cette tribune du gouvernement du peuple chinois ne lui faisait pas peur. Vous n'avez pu intimider un petit peuple qui, ouvertement et clairement, vient de proclamer sa position sur ce problème, position juste et conforme aux intérêts de l'Organisation des Nations Unies et de la paix universelle.

88. Permettez-moi de rappeler encore un petit argument, que vous avez essayé de formuler et de présenter comme s'il était presque un des principaux atouts de votre défense, concernant l'agressivité de la Chine. Vous avez cité un exemple concernant on ne sait quels parachutistes, organisateurs de soulèvements au Cameroun. Mais, après vous, le représentant du Cameroun est intervenu et vous a demandé de ne pas utiliser cet exemple. Il répondra à cette question lorsqu'il aura reçu les instructions pertinentes de son gouvernement; mais son intervention d'aujourd'hui démontre déjà qu'il demande de ne pas impliquer le Cameroun dans votre politique relative à la Chine.

89. Mais, s'agissant du Cameroun, vous avez parlé de parachutistes et de certains militaires qui auraient été envoyés par là, personne ne sait exactement où; le représentant du Cameroun lui-même n'était pas en mesure de confirmer ou d'infirmer vos renseignements et, de toute façon, il a demandé de ne pas évoquer cette question. Mais, voyons, le monde entier

sait que les Etats-Unis ont préparé un débarquement à Cuba, qu'ils y ont lancé des parachutistes, qu'ils y ont fait atterrir quelques milliers d'émigrants et qu'ils les ont aidés à préparer leur invasion armée à Cuba. Tout le monde sait cela, et la précédente session de l'Assemblée en a spécialement discuté. Vous ne l'avez pas démenti; car il vous était impossible de le faire. Il subsiste de vestiges sanglants de vos crimes à Cuba. De sorte qu'en conséquence, si vous adoptez une telle position, il faut exiger votre exclusion de l'Organisation des Nations Unies, parce que vous avez organisé une invasion à Cuba. Mais nous n'avons jamais posé cette question; nous aussi, nous sommes des gens raisonnables. Nous comprenons qu'un grand pays comme les Etats-Unis ne peut être exclu de l'Organisation des Nations Unies. On peut le critiquer vivement, on peut exiger qu'il modifie sa position, particulièrement lorsqu'il viole la Charte des Nations Unies; mais il serait déraisonnable de poser la question de l'exclusion des Etats-Unis de l'Organisation des Nations Unies, vu que le monde entier, et naturellement l'ONU, ne sauraient exister sans la participation des plus grands pays du monde. Or vous proposez qu'au plus grand pays du monde — 650 millions d'habitants — soit refusé le droit d'être représenté à l'ONU, parce que vous avez trouvé, on ne sait où, quelque six misérables parachutistes, apparemment découverts par vos services d'espionnage; et vous estimez qu'il est possible, tablant sur ce fait, de poser la question de la non-admission à cette tribune de la République populaire de Chine.

90. Est-ce là un argument valable? Est-il possible de le considérer comme base d'une politique sérieuse? Je crois que nous comprenons tous ici, dans cette salle, que ce sont des arguments dérisoires, qui ne s'appuient ni sur les dispositions de la Charte, ni sur le bon sens. La seule chose qui ressort clairement de votre intervention, c'est votre crainte de perdre Taïwan comme base militaire. Voilà ce qui était clair dans votre intervention. Bien plus, on voyait bien que vous craigniez de perdre tous vos fidèles agents, présents dans tous les organes des Nations Unies. Oui, vous avez eu peur, parce que vous n'auriez plus pour décider ce que vous décidez la voix de votre agent ni au Conseil de sécurité, qui décide ce que vous décidez, ni au Conseil économique et social, ni dans tout autre organe des Nations Unies, non plus qu'à l'Assemblée générale, bien que cette voix, qui est plutôt un pialement, soit très peu écoutée. Mais vous estimez qu'il est dangereux pour vous de perdre cet agent fidèle et surtout de perdre la base militaire de Taïwan. Voilà ce qui vous fait peur. Et c'est poussé par cette peur, par cette frayeur, que vous êtes monté à la tribune, et que vous avez essayé d'épouvanter toute l'Organisation des Nations Unies, en évoquant les conséquences catastrophiques qui s'ensuivraient si nous chassions les représentants de Tchang Kaf-cek et si, à leur place, venaient siéger les représentants du grand peuple chinois.

91. Mais cela n'est pas de la politique, ce n'est qu'un jeu ridicule et pitoyable pour défendre vos avides intérêts militaires, et il faut en finir avec cette politique. Il faut entrer dans la voie d'une politique réaliste de défense de la paix, de la coopération internationale et du caractère véritablement international de notre organisation.

La séance est levée à 16 h 55.